Contre l’Union européenne, Contre le gouvernement des riches et des patrons, Rupture anticapitaliste !

La construction européenne : une « œuvre » réactionnaire qu’il nous faudra démanteler

Depuis 1957 et le traité de Rome, la construction européenne est une stratégie des bourgeoisies nationales pour peser davantage dans la concurrence mondiale : elles ont en effet besoin de nouer des alliances entre elles pour peser face aux bourgeoisies les plus puissantes. La CEE, puis l'UE, ont été construites sur les bases de la concurrence libre et non faussée, le libre échange, la liberté de circulation des capitaux, qui visent à mettre les travailleurs/ses en concurrence pour comprimer les salaires. Le fait que le prolétariat n'est pas organisé au niveau européen mais au niveau national facilite les attaques des bourgeoisies coordonnées à l'échelle européenne. L’UE pèse donc négativement dans le rapport de force : ses mécanismes et institutions facilitent, voire automatisent, la mise en place de politiques anti-ouvrières tant qu’on se situe dans son cadre.

Derrière les discours fumeux sur la paix et l’amitié entre les peuples (d’autant plus hypocrites que les premières mesures sont contemporaines de la guerre d’Algérie et que les suivantes le sont de multiples interventions françaises, britanniques, etc., dans les pays dominés), l’UE est en réalité un cadre facilitant l’exploitation de la force de travail par les bourgeoisies européennes.

L’Union monétaire (décidée avec l’adoption du traité de Maastricht en 1992), avec la mise en place de l’euro et de la Banque centrale européenne, constitue un saut qualitatif. Une monnaie unique pour des pays qui ont des niveaux de productivité différents, et en l'absence de transferts budgétaires, est un dispositif qui oblige les pays les plus faibles à baisser leurs salaires ; et ceux qui ne le font pas accumulent alors les déficits, retardant le moment de l'ajustement qui n'en sera alors que plus brutal. Si l'euro favorise les bourgeoisies les plus puissantes, les autres y trouvent également leur compte, profitant d’une pression compétitive constante pour faire passer des contre-réformes dans leur propre pays.

Enfin, suite à l’éclatement de la crise en 2008, deux nouveaux traités (qui n'en font en réalité qu'un seul) complètent aujourd'hui l'édifice en liquidant la souveraineté budgétaire nationale : le **TSCG** (traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'UE) impose la « vertu » budgétaire (la fameuse « règle d'or ») aux États avec un système de sanctions automatiques pour les « mauvais élèves ». Le **MES** (mécanisme européen de solidarité) permet l'octroi de prêts aux pays en difficulté à

condition qu'ils se conforment au TSCG.

Notre profil politique : partir du rejet populaire croissant de l'Union européenne pour populariser une alternative socialiste et internationaliste à l'UE

Le rapport à l'UE n'a jamais été aussi clivant socialement, et les catégories populaires (ouvriers et employés) n'ont jamais été autant hostiles à l'UE qu'aujourd'hui. De larges couches de travailleurs et de jeunes sont critiques ou franchement hostiles vis-à-vis de l'UE non pas par chauvinisme mais parce qu'ils perçoivent que l'UE et ses différentes composantes coordonnent et participent au démantèlement des services publics et des acquis sociaux. L'euro est identifié à la dégradation du pouvoir d'achat. Un cap dans cette compréhension a été franchi en 2005 avec la victoire du « non » au référendum contre le TCE. Puis, avec la crise débutée en 2008, la nature de l'UE est apparue au grand jour, à la lumière des plans d'austérité que ses institutions ont promus ou imposés aux différents peuples d'Europe. Selon une récente enquête, une majorité d'ouvriers est désormais pour la « sortie de l'euro ». Aujourd'hui, cette hostilité croissante à l'UE est capitalisée par le FN qui réussit à se présenter comme la seule force hostile à l'UE.

Dans cette campagne, il y a donc un enjeu décisif à ce que le NPA dénonce centralement à la fois le gouvernement et l'UE, et démontre qu'on peut la combattre d'un point de vue classiste et internationaliste. Nous ne devons pas expliquer aux catégories populaires qu'elles ont tort de vouloir « sortir » de cette Union européenne, mais nous devons au contraire nous appuyer sur cette hostilité pour défendre clairement un projet de rupture avec le système capitaliste, en expliquant pourquoi cela inclut la rupture anticapitaliste avec l'UE. Notre critique de l'UE n'alimente pas le chauvinisme : c'est une critique de classe, non une critique du point de vue de prétendus intérêts nationaux. A l'inverse, en refusant de tirer toutes les conséquences de notre analyse, nous abandonnerions à l'extrême droite la critique radicale de l'UE et risquerions de pousser malgré nous vers l'extrême droite les travailleurs et les jeunes qui se politisent au travers de cette question.

Notre profil politique sera donc le suivant :

Contre l'Europe de l'austérité promue par l'UMP et le PS : Hollande a entériné le TSCG et la règle d'or de l'austérité, négociée par Sarkozy avec Angela Merkel. PS et UMP ont soutenu les plans d'austérité monstrueux imposés aux peuples de l'Europe du Sud, notamment au peuple grec. Ils défendent la même politique économique : restaurer la compétitivité des capitalistes français en baissant leurs impôts et les cotisations patronales, en cassant les services publics et le code du travail.

Contre la « solution » nationaliste et capitaliste du FN, mais sans abandonner la critique radicale de l'UE à l'extrême-droite : nous ne combattons pas le projet

du FN du même point de vue que l'UMP et le PS. Nous combattons le FN sur deux plans :

- son projet xénophobe oppose les travailleurs/ses étranger-ère-s et français-es pour le plus grand profit des patrons français ;
- son projet anti-UE s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme national qui n'apporte aucune issue favorable à la crise pour les travailleurs/ses : toute sortie de crise, dans le cadre du capitalisme, ne peut se faire qu'au détriment des travailleurs/ses/ses, qui devront subir le chômage de masse et la baisse des salaires. Le keynésianisme réactionnaire et nationaliste du FN, s'il s'oppose effectivement aux choix des grands capitalistes de l'UE, est une impasse pour les travailleurs/ses. D'ailleurs, il faut souligner que le FN modère son discours sur l'UE (en se disant maintenant pour une sortie concertée et négociée de l'euro) à mesure qu'il essaie de se dédiaboliser pour la bourgeoisie.

Pour une Europe socialiste des travailleurs/ses, qui implique de rompre avec l'ensemble des institutions capitalistes, nationales et européennes.

Une perspective : une Europe socialiste des travailleurs/ses
Un moyen : des gouvernements des travailleurs/ses qui rompent avec l'UE et se coordonnent

Les travailleurs/ses européen-ne-s ont les mêmes intérêts de classe par delà les frontières nationales. C'est pourquoi nous cherchons à mener une campagne anticapitaliste à l'échelle de l'Europe avec les organisations qui se revendiquent de l'anticapitalisme et du pouvoir des travailleurs/ses. Nous nous appuyons sur les mobilisations massives en Europe du Sud ou dans les Balkans pour défendre la nécessité d'en finir, à l'échelle de l'Europe et du monde, avec le système capitaliste.

Nos réponses à la crise sont incompatibles avec l'UE

Nous défendons un **programme de transition anticapitaliste** qui met en avant les mots d'ordre suivants :

- hausse générale des salaires de 300 €, salaire minimum européen !
- ouverture des frontières contre l'Europe forteresse !
- avortement libre et gratuit !
- interdiction des licenciements !
- annulation de la dette publique !
- arrêt du nucléaire !

Nous les articulons avec les moyens suivants pour pouvoir les réaliser :

- L'expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par ceux du CAC 40 : ce serait non seulement une mesure anticapitaliste, mais aussi profondément internationaliste. En effet, ces entreprises font la majorité de leurs profits hors de France. Non seulement on ferait des monopoles publics, mais on renoncerait à la propriété des filiales françaises à l'étranger : on appellerait les travailleurs/ses de ces pays à se les réapproprier, en poussant ainsi concrètement à l'extension du processus révolutionnaire.
- La création d'une banque publique unique et d'une nouvelle monnaie inconvertible et inutilisable sur les marchés internationaux pour empêcher la fuite des capitaux.
- Le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire le contrôle par les travailleurs/ses des échanges avec les pays capitalistes, car il faudra refuser de se soumettre aux lois de la concurrence capitaliste.

Un gouvernement qui voudrait en finir avec le capitalisme ou même simplement avec l'austérité se heurterait immédiatement aux dispositions des traités et n'aurait à court terme que deux choix : rester dans le cadre de l'UE et de la BCE et renoncer à sa politique, ou rompre. Ainsi la rupture avec l'UE et avec l'Euro est une condition non suffisante mais néanmoins nécessaire de toute politique alternative. Un tel gouvernement ne pourrait voir le jour que si des luttes puissantes se développent et posent la question du pouvoir.

Nous ne pouvons pas ou ne pouvons plus botter le problème en touche en liant la réalisation de notre programme à l'avènement d'une « autre Europe ». Dans l'absolu, il est hautement improbable que le développement d'un processus révolutionnaire en Europe soit synchronisé au point qu'il aboutisse à une rupture simultanée ou quasi-simultanée dans plusieurs pays. Et, à l'heure actuelle, c'est bien le développement inégal des résistances qui prévaut, entre pays du centre et de la périphérie mais aussi au sein même de l'Europe du Sud. Mais surtout, la quasi-disparition du mouvement altermondialiste européen et de ses manifestations de masse font que cette perspective est malheureusement plus lointaine que jamais et complètement abstraite pour ceux et celles à qui nous nous adressons.

Il nous faut donc assumer l'incompatibilité manifeste entre notre programme et l'appartenance à l'UE, sous peine de renvoyer sa réalisation aux calendes grecques ou d'apparaître comme des défenseurs en dernier ressort de la construction européenne réellement existante.

Là encore il n'y a aucune convergence avec les nationalistes et les chauvins : nous sommes pour la rupture avec l'UE et la BCE parce que nous sommes pour en finir avec l'austérité, exproprier les banques, socialiser les grandes entreprises et pas parce que nous voulons protéger des fractions du capital national des effets du libre-échange.

Notre rupture avec l'Union Européenne est internationaliste.

Nous ne croyons pas au socialisme dans un seul pays et l'Europe des travailleurs, quel

que soit le nom qu'on lui donne, demeure notre horizon stratégique. Mais l'avènement de notre Europe passe nécessairement par le démantèlement de la leur.

C'est aussi la déclinaison de notre solidarité avec les travailleurs du Sud de l'Europe et de notre combat contre notre propre impérialisme : nous voulons mettre à bas les mécanismes et les institutions qui ont permis la saignée à blanc des peuples grecs, chypriotes ou portugais pour sauver les banques françaises et allemandes.

Face aux partis qui dépeignent la construction européenne comme intrinsèquement progressiste, nous devons insister sur le fait que l'UE a été un puissant générateur de xénophobie par ses mécanismes de mise en concurrence directe des travailleurs des différents pays membres, par la création de sous-catégories de citoyens européens (le « régime transitoire » pour les ressortissants roumains jusqu'au 31/12/2013 et aujourd'hui pour les ressortissants croates). L'Europe forteresse de Schengen, responsable chaque année de la mort de plusieurs centaines de migrants à Lampeduza et ailleurs, est la négation de l'internationalisme.

A l'heure où les peuples d'Europe sont tous confrontés à des plans d'austérité dans lesquels l'UE et la BCE prennent une part plus ou moins importante, la rupture avec l'UE associée à la dénonciation de l'austérité et des gouvernements qui l'appliquent peut servir de mot d'ordre qui unifie à l'échelle européenne les différentes résistances. Il est d'ailleurs paradoxal que, alors que la crise du capitalisme a pris une dimension européenne spécifique ces dernières années, les échanges entre les organisations de la gauche anticapitaliste européenne se soient interrompus. Le NPA devrait prendre sans tarder l'initiative d'appeler à une réunion, dans la perspective des élections européennes et au-delà.

Enfin, la mise en avant d'une rupture anticapitaliste avec l'Union Européenne est aussi une façon de poser la question du pouvoir. Nous mettons en avant le fait que l'UE est une construction volontaire des gouvernants des Etats membres pour tenter de satisfaire les besoins de leurs capitalistes. Le mot d'ordre de rupture anticapitaliste avec l'UE est donc un outil pour désigner un chemin nécessaire : celui de rompre avec les institutions capitalistes à tous les niveaux et de coordonner les résistances à l'échelle continentale.

Nous proposons donc que la campagne du NPA aux élections européennes s'articule autour du mot d'ordre : « Contre l'Union européenne, contre le gouvernement des riches et des patrons, rupture anticapitaliste ! »

Antoine P.; Florine; Julien Pacontan; Ludovic Wolfgang; Sylvain, le 15 avril 2014